L'histoire nous enseigne que lorsqu'il y a unité de but et sens de la nation, tous les obstacles peuvent être surmontés

Discours prononcé par Miguel M. Diaz-Canel Bermudez, président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, à la clôture de la 3e Session extraordinaire de la 9e Législature de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, au Palais des Conventions, le 13 avril 2019, « Année 61de la Révolution »

Cher général d'armée Raul Castro Ruz, Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba,

Camarade Machado,

Commandants de la Révolution,

Président Lazo,

Chers députées et députés,

Il est impossible de prendre la parole à cette session extraordinaire de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, au cours de laquelle nous avons centré le débat sur des questions économiques, sans faire une référence obligatoire et émue à la signification historique de l'événement que nous avons vécu il y a trois jours à peine, lors de la session solennelle de notre Parlement.

José Marti, bien qu'il ne les ait pas vécus, a décrit les événements du 10 avril 1869 avec des mots qui impressionnent encore 150 ans plus tard. À travers lui, nous connaissons mieux l'histoire de cette petite localité où ce jour-là germa la semence de la nation et qui a inscrit son nom dans la mémoire du pays, en passant, en à peine un mois, du sommet aux cendres.

Vingt-trois ans s'étaient écoulés, lorsque ce qui suit fut publié dans le journal Patria (et je ne cite que des fragments) : «Guaimaro libre n'a jamais été aussi belle que dans les jours où elle allait entrer dans la gloire et le sacrifice (...). Les familles des héros, désireuses de les voir, venaient là où leur héroïsme, en s'inscrivant dans la loi, allait être encore plus élevé (...). Les épouses venaient comme des fiancées, et les enfants comme lorsqu'on leur parle du surnaturel (...). C'est que l'Oriente et Las Villas et le Centre, des âmes locales pernicieuses composaient spontanément l'âme nationale, et la révolution faisait son entrée dans la république. »

Il est impossible de trouver des mots plus parfaits que ceux employés par Marti pour décrire cette composition de l'âme nationale lorsque « la révolution faisait son entrée dans la république ».

En évaluant les faits et le rôle qu'y jouèrent les hommes, notre Héros national souligna en 1892 : « Ni Cuba ni l'histoire n'oublieront jamais que celui qui fut premier dans la guerre fut aussi le premier à exiger le respect de la loi. »

Ni Cuba ni l'histoire, pouvons-nous répéter aujourd'hui, n'oublieront la cérémonie du mercredi 10 avril dernier, et ses liens avec cet événement qui nous a définis comme nation, un 10 avril, voici un siècle et demi.

Notre général d'armée, qui fut l'un des premiers dans la guerre, fut aussi le premier à proposer, diriger et exiger la mise à jour incontournable de la loi, par respect pour celle-ci.

Les chroniqueurs de cette époque ne seront pas confrontés au défi, brillamment relevé par Marti, de retracer les dures contradictions entre les héros fondateurs. C'est précisément, grâce à 151 ans de bataille pour l'émancipation que ce jour-là nous n'avons pas discuté, mais nous avons proclamé.

Nous n'avons pas eu non plus, comme les héros fondateurs durent le faire, à construire un gouvernement avant de conquérir la liberté. La liberté fut d'abord recouvrée et défendue, par plus d'une génération de révolutionnaires, au prix de dures années de création et de résistance.

Ainsi, la Constitution que nous venons de proclamer possède une grande histoire. Elle prend ses racines dans la première Constitution née de la lutte au sein de la République en armes, qui s'affirma ensuite dans trois autres constitutions pendant la guerre pour renaître en 1901, dans les pires circonstances, d'une assemblée ligotée par l'intervention yankee.

En 1940, une autre Constitution, conquise par plusieurs générations de Cubains, fut saluée, sans être respectée. Et elle fut bafouée et enterrée par un despote, mais sa mort alluma l'étincelle d'une Révolution destinée à respecter ses principes essentiels de justice.

Bien des années plus tard, en 1976, le peuple inscrirait ses aspirations les plus radicales dans une autre Constitution, la première Constitution socialiste, qui, après quelques réformes, nous a conduits à la Loi fondamentale que nous avons proclamée le 10 avril, précisément en l'honneur de cette histoire.

Je dis toujours que la Constitution récemment proclamée est robuste, car elle s'est nourrie de cette histoire d'intense recherche d'une direction nationale que nous avons brièvement décrite, ainsi que des mois les plus récents de longues d'analyses, de débats et d'ajustements qui ont impliqué la majorité du peuple dans sa construction, celui-là même qui l'a ensuite adoptée de manière irréfutable au cours d'un référendum.

Un parallèle entre ce 10 avril historique et celui d'il y a trois jours fait ressortir d'autres liens vitaux : au cours de notre cérémonie, nous n'avons pas besoin de prendre de décision sur les drapeaux, car déjà en 1869, la bannière au triangle rouge avait été choisie, celle qui « brilla fièrement dans le combat, / sans vantardise puérile et romantique ; / le Cubain qui ne croit pas en elle / mérite le fouet pour sa lâcheté », comme nous l'ont appris des vers insurpassables de Bonifacio Byrne.

On ne dira pas non plus qu'une femme revendique à présent la place qui revient à son genre. De puis Ana Betancourt jusqu'à Vilma Espin, la contribution féminine à la Révolution est infinie. Et justice a enfin été faite. Les femmes sont majoritaires dans ce Parlement, comme dans tout ce qui est important dans notre société.

Mais il y a d'autres circonstances qui mettent sur un pied d'égalité les moments d'hier et d'aujourd'hui. Cuba toute entière, comme Guaimaro il y a 150 ans, est assiégée par un ennemi tenace et vorace.

Et tout comme l'armée espagnole se jeta avec haine sur Guaimaro un mois après cette journée radieuse, marquée par la proclamation de la première Constitution nationale, l'empire voisin menace, une fois encore, de se jeter sur Cuba. Et en fait, il se lance chaque jour avec des mesures insensées qui gagnent en agressivité et en cruauté.

La réponse de Guaimaro à l'assaut espagnol, comme celle de Bayamo auparavant, fut de brûler tout ce qui ne pouvait être défendu. Et cela, Marti l'a également décrit comme s'il l'avait vécu : « Ni les mères n'ont pleuré, ni les hommes n'ont hésité, ni le cœur faible n'a regardé tomber ces cèdres et ces acajous. Ils ont allumé de leurs mains la couronne de feux dans leur sainte ville, et lorsque la nuit s'est refermée, le sacrifice se reflétait dans le ciel (...). Le peuple s'est enfui dans les bois (...). Et une bonne main a caché l'acte de la Constitution dans la terre. Il faut à tout prix aller la chercher ! »

C'est ainsi que Marti termine ce bel article, intitulé Le 10 avril.

Nous sommes passionnés d'Histoire, c'est vrai. Mais si nous y revenons encore et encore, ce n'est pas seulement pour le plaisir que procure la gloire nationale. Nous nous y replongeons parce que s'y trouvent les plus formidables réserves de la morale cubaine, assiégée en permanence et toujours prête à réduire en cendres tout bien matériel plutôt que de tendre ses bras pour que l'adversaire les enchaîne.

Ce que Marti demandait d'aller chercher en 1892, c'est cette entrée de la révolution dans la république, qui aura toujours des tâches à accomplir. Dans notre cas, c'est la bataille permanente pour préserver la souveraineté et atteindre toute la justice et avec la plus grande prospérité possible.

L'actuelle administration étasunienne, qui affiche un mépris évident pour le multilatéralisme et a décidé de ramener le monde à ses pires moments, en recourant aux menaces les plus éhontées, avec des ingérences insolentes et des ultimatums constants, y compris la possibilité d'invasions, a déclaré publiquement à plusieurs reprises son intention de détruire toute alternative de développement autre que le capitalisme sauvage, qui tenterait de se faire jour dans la région.

Les partisans de la Doctrine Monroe de l'administration Trump n'acceptent pas les processus politiques du Venezuela, du Nicaragua et de Cuba. Incapables de tenir leurs promesses électorales de redressement de l'industrie et de grandeur nationale des États-Unis, ils s'enlisent dans un bourbier de mensonges ridicules en présentant trois pays latino-américains qui luttent pour sortir du sous-développement hérité, comme une menace pour le puissant empire.

Contre le Venezuela, ils se sont employés à fond, rééditant le scénario de leurs agressions criminelles contre Cuba depuis les premières années de la Révolution, y compris le terrorisme d'État et le chantage contre d'autres pays pour briser l'unité régionale.

La nouveauté réside dans les tactiques de guerre non conventionnelles, qui vont du symbolique au réel : depuis les soi-disant fausses nouvelles – mensonges enveloppés dans de fausses informations – jusqu'au sabotage des réseaux informatiques qui assurent la vitalité du pays. L'empire coupe littéralement la lumière et l'eau aux Vénézuéliens, tandis que leurs porte-parole et leur marionnette de service crient au scandale devant le monde parce que le gouvernement bolivarien refuse la fausse aide humanitaire.

Hypocrites, criminels, voleurs du Trésor national vénézuélien : il n'y a pas d'autres façon de qualifier ceux qui tentent de rendre par la faim et les pénuries ce même brave peuple auquel ils volent ses ressources financières, tout en aiguisant leurs dents pour dévorer les richesses dont la nature a abondamment doté ce pays frère, hissé par Bolivar et Chavez à une place d'honneur sur la carte de l'Amérique en raison de sa contribution à l'indépendance du continent.

Nous ne pouvons pas sous-estimer l'escalade de ces agressions. Au-delà des menaces, typiques des marchands de la politique, avec la montée à des postes de décision de politiciens hypocrites, médiocres et criminels, la traque financière et le blocus commercial contre Cuba se sont intensifiés.

Ils ont fait reculer les relations déjà précaires avec notre pays à leur pire niveau en fabriquant de faux incidents acoustiques, en canalisant des millions de dollars dans le financement de la contre-révolution et de la subversion politique, en dressant des listes mensongères et fallacieuses, en essayant d'activer la haineuse Loi Helms-Burton, qui vise à nous ramener au début de cette histoire, lorsque nous étions une nation esclave d'un autre empire.

Cette année, ils se sont employés à nous donner des délais pour l'application éventuelle du chapitre III de la Loi de l'esclavage, comme elle devrait plutôt s'appeler. Ils l'ont fait, année après année, depuis 1996, dans leur style de matamore. Aujourd'hui, ils le repoussent d'un mois ou de quelques jours, le tout assorti de menaces arrogantes, comme quelqu'un qui suspend au-dessus de nos têtes une épée capable de les couper, si nous nous refusons à abdiquer.

Qu'est-ce que toute la Loi Helms-Burton, si ce n'est le blocus de 60 ans transformé en loi ?

Que peuvent-ils nous faire de plus après 60 ans de persécutions, d'agressions et de menaces ?

Le 10 avril dernier, le Premier Secrétaire du Parti communiste de Cuba, le général d'armée Raul Castro Ruz, a déclaré dans cette salle :

« Nous avons mis en garde contre la conduite agressive du gouvernement étasunien vis-à-vis de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Il le fait au nom de la Doctrine Monroe, avec un arrogant mépris maccarthyste pour le socialisme, l'autodétermination des peuples et les droits souverains des pays de la région. »

Comme il nous en a averti, l'objectif est de toute évidence de resserrer l'étau contre la souveraineté cubaine, renforcer le blocus et notamment la traque financière. Les crédits et le financement de pays tiers sont entravés par les pressions exercées par les États-Unis, alors que sur le plan interne, nous traînons encore les fardeaux de l'inefficacité administrative, de la mentalité du recours à l'importation, du manque d'économies et de l'insuffisance des revenus d'exportation, entre autres maux, desquels nous ne pouvons pas exclure les manifestations de corruption et les illégalités, inacceptables aujourd'hui, comme elles l'ont toujours été au sein de la Révolution.

Face à cette liste d’énormes défis, nous courons le risque de croire qu'il n'y a pas d'issue. Mais l'Histoire a quelque chose à nous dire. Fidel, Raul, Almeida, Camilo, Che, la génération de nos parents et de nos grands-parents, ont fait face, avec moins d'expérience et y compris moins de ressources, à des moments plus graves et plus sombres. Et ils en sont sortis victorieux.

L'Histoire nous montre que lorsque la stratégie est correcte, lorsqu'il existe une unité d'objectifs et un sentiment de nation, tous les obstacles peuvent être surmontés.

Les scénarios difficiles que j'ai décrits à propos du moment actuel nous placent face à deux priorités absolues : la préparation à la défense et la bataille économique, simultanément.

La stratégie consiste à travailler sans relâche avec des alternatives, déjà conçues, sans abandonner un seul des objectifs fixés en fonction d’un bien-être meilleur pour notre peuple.

À ceux qui ont ignoré avec arrogance et mépris l'appel à l'ouverture du monde envers Cuba, nous répondrons en démontrant que nous avons bien entendu leur appel et que nous allons nous ouvrir de plus en plus à ceux qui agissent en toute souveraineté en vue de promouvoir et de développer des politiques communes en faveur de la survie de l'espèce humaine, comme le défendit Fidel au Sommet de la Terre en 1992.

C’est cette philosophie qui nous anime lorsque nous menons une réflexion et un débat sur les questions économiques.

Aujourd'hui, nous avons évalué les progrès réalisés dans la mise en œuvre des Orientations. L'information qui a été donnée est très importante, car elle nous éclaire tous sur l'intensité et la complexité du travail accompli et notamment sur ce qu’il reste à faire.

Ce qui a été réalisé au cours de la dernière décennie n'est pas rien, en effet : 206 mesures, à raison de 20 par an. Rien qu'en 2018, nous en avons approuvées 47 et le rythme de mise en œuvre s'est accéléré, grâce à une plus grande expérience, à l'organisation et à la participation des Organismes de l'Administration centrale de l'État.

Un suivi permanent du Parti et du gouvernement à la mise en œuvre, à travers l'avancement des programmes fondamentaux, nous a permis de relever les résultats et les expériences négatives. Et leur analyse différenciée nous a permis non seulement de les corriger, mais aussi d'éviter de répéter certaines erreurs, comme nous l'a indiqué le Premier secrétaire du Parti.

La préparation, l'organisation et la formation de chaque processus, expérimentation ou procédure, doivent être plus détaillées, ainsi que celles des personnes qui y prennent part.

Nous soutenons aussi l’idée que des juristes soient associés, dès la conception même des politiques, à l’élaboration des normes juridiques, afin qu’elles soient cohérentes avec les objectifs essentiels et qu'elles protègent notre appareil étatique contre les distorsions que pourraient générer le volontarisme et l'improvisation.

Enfin, bien que non moins important, nous sommes dans l’obligation de dynamiser au maximum les procédures, en définissant bien la feuille de route des calendriers de mise en œuvre. Jusqu'à présent, nous n'y sommes pas parvenus.

Nous avons également accordé toute son importante à l’examen de la formulation et des avancées du Plan national de Développement économique et social à l’horizon 2030.

L'analyse objective des conditions actuelles du pays et de l'environnement international nous a conduit à proposer une planification de l'économie en trois étapes : de 2019 à 2021, de 2022 à 2026 et de 2027 à 2030.

Or, la conjoncture actuelle exige de nous, avec réalisme, conscients que nous faisons face à des difficultés supplémentaires qui peuvent s'aggraver, de nous concentrer sur la première d'entre elles. À cette fin, les six secteurs stratégiques qui génèrent le plus d'impact sur l'économie ont été identifiés, sur lesquels seront concentrés les efforts et les ressources, sans toutefois négliger le reste.

Ces secteurs sont le tourisme, l'industrie biotechnologique et pharmaceutique, le secteur électrique lié aux énergies renouvelables, la production alimentaire, l'exportation de services professionnels et la construction.

Pour dire les choses sans détour : la dureté du moment nous impose d'établir des priorités bien claires et bien définies afin de ne pas revenir aux moments difficiles de la Période spéciale.

Aujourd'hui, nous avons comme points forts une économie plus diversifiée et insérée au niveau international, le développement du tourisme et de l'industrie biotechnologique et pharmaceutique, un plus grand potentiel d'exportation, des capacités de construction plus élevées, des réseaux hydrauliques, des transports et des communications et des réserves en épargne, ainsi que le remplacement des importations, qu'il faut utiliser davantage.

Nous nous proposons de développer une gestion de gouvernement, dotée d'une administration publique et d'entreprises plus efficace, avec moins d'obstacles et de bureaucratie, plus de transparence et de participation, un lien direct et permanent avec les bases sociales, une communication sociale plus efficace, une informatisation accrue, davantage de recherches scientifiques basées sur les demandes et les besoins et avec un rôle plus actif et un plus grand impact des universités dans l'économie et la production.

Avec le renforcement de l'entreprise d'État socialiste, qui est notre plus grande force productive, avec une oreille attentive à ceux qui ont des connaissances et des expériences à apporter, des visites constantes aux territoires et aux communautés, un exercice législatif profond et dynamique, une plus grande autonomie pour les municipalités et un suivi systématique de ceux qui assurent les programmes de développement.

Sans crainte du changement, en ôtant chaque jour une petite part des problèmes, en mettant à profit au maximum les forces de direction collective et en défendant avec discipline et engagement les orientations de notre Parti.

En livrant une lutte éthique permanente contre la corruption et les illégalités, en ordonnant et en renforçant les formes non étatiques de gestion, en réanimant nos communautés et en établissant la beauté et la culture du détail comme pratiques de vie.

En rendant des comptes au peuple et en encourageant son indispensable participation à la solution de chaque problème. En systématisant les meilleures pratiques. En surmontant l'inertie de ceux qui sont fatigués. En suscitant l'enthousiasme et l'optimisme de ceux qui sont engagés. En comprenant que la beauté du pire des moments se trouve dans l'ampleur des défis.

La liste des tâches est infinie, mais je veux m'arrêter sur celles qui exigent l'action la plus immédiate et j'appelle tout le monde à se joindre à nous pour les assumer :

Tout d'abord, la mise à jour du Plan de l'Économie pour les situations les plus complexes.

Nous nous proposons de mettre en œuvre immédiatement les mesures économiques en attente concernant les demandes et les besoins, la réorganisation du commerce intérieur, le fonctionnement du système d'entreprises, les coopératives agricoles et non agricoles et le travail à son compte.

L'agriculture, les productions exportables, le tourisme, le remplacement des importations, les investissements étrangers et l'enchaînement productif avec toute la production nationale possible, seront au centre de nos actions en tant que gouvernement.

Aujourd'hui plus que jamais, il est essentiel d'épargner et de contrôler correctement les ressources, notamment les ressources énergétiques, afin que leur utilisation fournisse de meilleurs rendements ; de bien gérer les crédits et les différentes formes de financement, en mettant l'accent sur les investissements.

Dans ces circonstances, il est essentiel d'exploiter et de tirer parti de tout le potentiel des ressources humaines et de la main-d'œuvre qualifiée dont nous disposons.

Nous continuerons d'avancer dans le processus d'informatisation de la société et de travailler intensément pour améliorer l'approvisionnement alimentaire, le logement et le transport, la qualité des services, malgré les traques financières asphyxiantes, qui rendent particulièrement difficile, et parfois impossible, l'importation de biens et de ressources de première nécessité.

Camarades,

Des mois et peut-être des années intenses attendent cette Législature, mais nous devons travailler aussi vite que possible pour que la Constitution s'exprime dans des lois plus adaptées à notre époque et nos besoins. Et nous n'avons pas le droit de retarder les changements plus longtemps qu'il n'est absolument nécessaire.

Nous assumons le mandat de changer tout ce qui doit être changé et de corriger tout ce qui entrave et retarde la voie vers la prospérité possible dans les temps les plus courts et avec la plus haute qualité.

Ce qui certes ne changera pas, ce sera notre attitude face à ceux qui brandissent une épée contre nous.

La réponse est : Non, messieurs les impérialistes, nous, les Cubains, ne nous rendons pas et n'acceptons pas non plus de lois sur notre destin qui soient en dehors de la Constitution. À Cuba, c'est nous, les Cubains, qui commandons et, bien sûr, les Cubaines.

Le Chapitre III n'est pas pire que le Chapitre I ou II, qui font partie du portefeuille d'actions contre l'ensemble du peuple cubain, simplement pour voler nos terres, nous arracher nos maisons, s'emparer de nos rares ressources naturelles, et séduire et acheter notre peuple. Tout cela pour nous punir d'être le mauvais exemple que tant de peuples opprimés ont voulu suivre.

Nul ne nous enlèvera, ni par la séduction ni par la force, « la Patrie que les pères ont gagnée pour nous, debout », comme le disait Rubén Martinez Villena dans ses vers virils.

Cuba continue de faire confiance à ses forces, à sa dignité ainsi qu'à la force et à la dignité d'autres pays souverains et indépendants. Mais elle continue aussi à croire dans le peuple étasunien, dans la Patrie de Lincoln, qui a honte de ceux qui agissent en marge de la loi universelle au nom de toute la nation étasunienne.

Et voyez combien l'Histoire réserve des réponses, car un jour comme celui-ci, le 11 avril 1959, il y a exactement 60 ans, Fidel déclarait – et j'aimerais terminer par ces mots :

« Notre peuple sera d'autant plus grand que les obstacles qu'il affrontera seront grands ; plus notre peuple aura de difficultés à surmonter, plus l'Histoire parlera de lui ; plus on le calomnie aujourd'hui, plus l'avenir lui rendra justice, et l'on pourra seulement dire qu'ici une société s'est organisée où tous les peuples du monde ont pu venir et apprendre ce qu'était la justice, ce qu'était la démocratie, et qui a su la défendre et a su la soutenir, et, bien que nous ne sachions pas ce que le destin nous réserve, oui, nous avons suffisamment d'assurance pour dire que notre Révolution sortira victorieuse car nous saurons la

défendre ou que notre peuple périra s'il faut périr pour la défendre. »

Défendons ces convictions lors des manifestations populaires massives qui auront lieu dans tout Cuba le 1er Mai prochain.

Nous nous reverrons sur les places de la Patrie, car nous sommes Cuba et nous sommes la continuité !

La Patrie ou la mort !

Nous continuerons à vaincre !

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/188478-lhistoire-nous-enseigne-que-lorsquil-y-a-unite-de-but-et-sens-de-la-nation-tous-les-obstacles-peuvent-etre-surmontes

Radio Habana Cuba